



Construction d'un bâtiment d'exploitation dans le parc de la Villette en remplacement de la Cité Jardin

REGLEMENT de la CONSULTATION

- R.C. -

APPEL D'OFFRES RESTREINT

Objet : **Travaux tous corps d'État**

**Lot 1-Gros œuvre,
Lot 2-Charpente bois,
Lot 3-Étanchéité,
Lot 4-Façade vitrée à ossature bois-Verrière,
Lot 6- Cloisons-doublage-plafond-peinture-sols durs-sols souples,
Lot 7-Menuiseries intérieures-cloisons vitrées,
Lot 8-Chauffage-ventilation-climatisation-plomberie,
Lot 9-Électricité-courants forts, courants faibles,
Lot 10-Appareil élévateur,
Lot 11-Aménagements extérieur - plantations - Noue paysagère -
Réseaux divers**

Remise des candidatures fixée au 29 janvier à 12h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE L'APPEL D'OFFRES :	3
ARTICLE 2 - CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES	3
2.1 - Mode de l'appel d'offres :	3
2.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS	4
ARTICLE 3 - COMPOSITION ET REMISE DU D.C.E	5
ARTICLE 4 - Présentation des candidatures	6
4.1 Dossier de candidature - Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat	6
4.2 Critères de jugement des candidatures	8
4.3 Conditions d'envoi et de remise des candidatures	8
4.4 Renseignements d'ordre administratif et technique	9
ARTICLE 5 - Présentation des offres	10
5.1 Projet de marché	10
5.2 CRITÈRES DE JUGEMENT	11
5.3 - COMPLEMENTS AU C.C.T.P.	Erreur ! Signet non défini.
5.4 - DELAIS D'EXECUTION	13
5.6 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	13
5.7 - Unité monétaire et modalités de règlement	Erreur ! Signet non défini.
5.8 CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE	13
ARTICLE 6 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	13
ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	14
7.1 - MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	14
7.2 RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE	15
7.3 VISITE DES LIEUX	15

REGLEMENT de la CONSULTATION

PREAMBULE

Pour cette consultation, les candidats doivent obligatoirement transmettre leur candidature puis leur offre au pouvoir adjudicateur sous la forme dématérialisée (et non plus par voie papier) uniquement sur le profil acheteur PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Une copie de sauvegarde présentée sur support physique électronique (CD-Rom ou clé USB ou support papier) peut être envoyée dans les mêmes délais par voie postale ou remise contre récépissé en main propre.

La présente procédure étant restreinte, seuls les candidats présélectionnés au stade candidature, dont la date butoir de remise est indiquée en première page du document, seront admis à remettre une offre, par voie électronique.

Les candidats doivent s'assurer de répondre aux prérequis techniques de la plateforme de dématérialisation PLACE.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur pli ou de contacter le support technique de la plateforme de dématérialisation de l'OPPIC, en « dernière minute ».

Les envois seront faits sous la seule responsabilité de l'expéditeur jusqu'à réception et enregistrement par le service destinataire.

ARTICLE 1 - OBJET DE L'APPEL D'OFFRES :

Le présent marché a pour objet la réalisation des travaux de construction d'un bâtiment d'exploitation dans le Parc de la Villette, en remplacement de la Cité Jardin située à l'angle sud-ouest du parc de la Villette.

Les bâtiments existants sur l'emprise du bâtiment d'exploitation seront démolis en phase anticipée des travaux.

Les prestations objets du présent marché sont traitées en **lots séparés détaillés à l'article 2.2.2 du présent règlement de la consultation.**

Le cas échéant, les candidats peuvent soumissionner sous forme de groupement d'entreprises solidaire ou conjoint, en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-24, R. 2142-26 et R. 2142-27 du Code de la commande publique. Toutefois, conformément à l'article R. 2142-22 du Code de la commande publique, le groupement attributaire du marché devra revêtir la forme de groupement solidaire. La forme du groupement retenue par le pouvoir adjudicateur pour s'assurer de la bonne exécution du marché tient compte de la nature allotie des prestations et de la prévention de la défaillance d'un membre du groupement.

Les candidats peuvent candidater à un ou plusieurs lots.

Ils ne sont autorisés à présenter qu'une seule candidature par lot soit en qualité de candidat individuel, soit en qualité de membre d'un groupement, sous peine de rejet de leur candidature.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES

2.1 - Mode de l'appel d'offres :

Le présent appel d'offres restreint est soumis aux dispositions de l'article L. 2124-2 et R. 2124-2, R. 2161-6 et R. 2161-7 à R. 2161-11 du Code de la commande publique.

2.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS

2.2.1 - Décomposition en tranches

Sans objet.

2.2.2 - Décomposition en lots

- Lot 1 - Gros œuvre
- Lot 2 - Charpente bois
- Lot 3 - Étanchéité
- Lot 4 - Façade vitrée à ossature bois-Verrière
- Lot 5 - Serrurerie-Métallerie
- Lot 6 - Cloisons-doublage-plafond-peinture-sols durs-sols souples
- Lot 7 - Menuiseries intérieures-cloisons vitrées
- Lot 8 - Chauffage-ventilation-climatisation-plomberie
- Lot 9 - Électricité-courants forts, courants faibles
- Lot 10 - Appareil élévateur
- Lot 11 - Aménagements extérieurs - plantations – Noue paysagère – Réseaux divers
- Lot 12 – Agencement

La présente consultation ne concerne que les lots les lots suivants :

- Lot 1 - Gros œuvre
- Lot 2 - Charpente bois
- Lot 3 - Étanchéité
- Lot 4 - Façade vitrée à ossature bois-Verrière
- Lot 6 - Cloisons-doublage-plafond-peinture-sols durs-sols souples
- Lot 7 - Menuiseries intérieures-cloisons vitrées
- Lot 8 - Chauffage-ventilation-climatisation-plomberie
- Lot 9 - Électricité-courants forts, courants faibles
- Lot 10 - Appareil élévateur
- Lot 11 - Aménagements extérieurs - plantations – Noue paysagère – Réseaux divers

Les lots listés ci-dessous font l'objet d'une autre consultation, en procédure adaptée suivant la procédure des « petits lots » de l'article R.2123-1 2° du Code de la Commande publique :

- Lot 5 - Serrurerie-Métallerie
- Lot 12 – Agencement

ARTICLE 3 - COMPOSITION ET REMISE DU D.C.E

Au stade de la candidature, les informations concernant les offres sont fournies ne servent pas à la constitution des dossiers de candidature. Ainsi, l'acte d'engagement et le dossier techniques sont donnés à titre indicatif et ne sont pas à compléter à la phase candidature.

La version finale du DCE sera transmise au stade offre, avec notamment le CCAP et ses annexes et l'ensemble des pièces techniques et financières.

Au stade candidature, le DCE se compose des pièces suivantes :

-Le présent règlement de consultation (RC)

-L'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes

- | | |
|------------|--|
| Annexe 1 | Demande d'acceptation du ou des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement du ou des contrat(s) de sous-traitance |
| Annexe n°2 | Attestation clauses sociales (pour les lots 1 et 4) |

-Le dossier technique de maîtrise d'œuvre contenant :

Notice architecturale
Notices techniques ou CCTP concernant tous les lots
Note gestion des eaux pluviales
Notice paysagère
Note acoustique
Notice sécurité incendie et accessibilité PMR
Notice de développement durable
Notice STD et FLJ
Notice RT réglementaire E+C-
Tableau des surfaces
Les plans du maître d'œuvre

Le dossier de consultation des entreprises est mis gratuitement à disposition de chaque candidat en téléchargement depuis la plate-forme de dématérialisation de l'OPPIC :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le téléchargement du dossier pourra se faire librement sans inscription préalable sur la plate-forme.

Une assistance en ligne y est accessible.

Toutefois, l'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en l'absence d'inscription auprès de la plate-forme, ils ne seront pas automatiquement informés des éventuelles modifications et compléments apportés au dossier.

PHASE CANDIDATURE

A l'issue de la période de publication, l'OPPIC sélectionnera parmi les candidatures reçues un nombre minimal et un nombre maximal de candidats suivants :

Nombre minimal de candidats retenus : 5

Nombre maximal de candidats retenus : 5

Le nombre envisagé de **5** candidats maximum a été retenu en considération de la lourdeur qu'impliquerait une procédure comportant un nombre de candidats plus élevé, sans pour autant qu'un tel nombre plus élevé favorise la compétition entre les différents candidats.

S'agissant d'une procédure restreinte, les candidats doivent, au stade de la candidature, présenter un dossier de candidature. Seuls les candidats présélectionnés se verront remettre le DCE final et seront admis à présenter une offre.

ARTICLE 4 - Présentation des candidatures

4.1 Dossier de candidature - Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat

Les candidats ont à produire un dossier comprenant une candidature. Elle sera entièrement rédigée en langue française.

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- Indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché ;
- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat ;

Lot 01 - Gros œuvre

-Qualibat 2212 : Béton armé et précontraint technicité confirmée

Lot 02 - Charpente bois

-Qualibat 2303 - fourniture et pose de charpente technicité supérieure ou 2343 - fabrication et pose de charpente en bois lamellé collé technicité supérieure.

Lot 03 - Étanchéité

-Qualibat : 3 211 Étanchéité en feuilles bitumineuses (Technicité courante)

Lot 04 - Façade vitrée à ossature bois-Verrière

- Qualibat 3723 – Fabrication et pose de façades rideaux métallique – technicité supérieure
- Qualibat 3552 – Fabrication et pose de menuiseries extérieures en bois – technicité supérieure

Lot 06 - Cloisons-doublage-plafond-peinture-sols durs-sols souples

- Qualibat : 4 131 Plaques de plâtre (Technicité courante)
- Qualibat : 6 111 Peinture et ravalement (Technicité courante)
- Qualibat : 6 311 Carrelage - Revêtements (Technicité courante)

Lot 07 - Menuiseries intérieures-cloisons vitrées

- Qualibat : 431 Fourniture et pose de menuiseries intérieures en bois

Lot 08 - Chauffage, ventilation, climatisation, plomberie :

- Qualibat : 5251 Installation de chauffage ou de froid raccordée sur réseau urbain
- Qualibat : 5312 Installation de VMC en habitat individuel, collectif et tertiaire supérieur à 1000 m²
- Qualibat : 5133 Installation de Chauffe-eau thermodynamique

Lot 09- Electricité, courants forts, courants faibles :

- Qualifelec Courants forts : Installations Électriques Moyen Gros Tertiaire Industrie, MGTI
- Qualifelec Courants faibles : Courants Faibles Moyen Gros Tertiaire Industrie, CFMGTI 1
- Quali'ENR QualiPV Electricité : Installation photovoltaïque dont la puissance est inférieure à 36 kWc

Lot 11 - aménagements extérieurs, plantations, noue paysagère, réseaux divers :

- ISO 14001
- Qualipaysage
- P120 (aménagement EV)
- G710 (génie végétal)

- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;

- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;

- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Par ailleurs, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un **DUME** (document unique de marché européen) électronique, établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type (en lieu et place des documents mentionnés au 3.2.1).

Le DUME électronique peut être rempli sur le lien suivant : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Le DUME doit être rédigé en français.

4.2 Critères de jugement des candidatures

Sur la base des justifications remises, la liste des candidats déclarés recevables sera établie en tenant compte de la pertinence des références ainsi que des garanties professionnelles et financières présentées.

Régularisation des candidatures :

En cas de pièces de la candidature absentes ou incomplètes, la personne publique pourra demander aux candidats concernés de régulariser leurs dossiers de candidatures, en application de l'article R. 2144-2 du Code de la commande publique. Cette régularisation des candidatures sera effectuée dans un délai approprié fixé par la personne publique.

Or, si à l'issue du délai imparti pour régulariser leurs dossiers de candidature, les opérateurs économiques n'ont toujours pas produit les documents demandés, ou si la personne publique décide de ne pas demander la régularisation des candidatures, celles-ci seront déclarées irrecevables et éliminées.

4.3 Conditions d'envoi et de remise des candidatures

Les candidatures seront obligatoirement remises par voie électronique sur la plateforme du profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Une assistance en ligne y est accessible.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-avant ne seront pas retenus.

Prérequis : les candidats doivent s'assurer de répondre aux prérequis techniques de la plateforme de dématérialisation susmentionnée.

Le dépôt du pli électronique de réponse à la présente consultation n'est possible que si le candidat s'est inscrit sur la plateforme de l'OPPIC (profil acheteur PLACE), après avoir créé un compte entreprise (renseignements demandés : notamment SIRET, mail, entreprise, etc.).

Ce compte pourra servir pour toutes les phases d'échanges avec les candidats.

Les formats de fichiers préconisés sont les suivants : .doc / .rtf / .pdf / .xls ou tableur / image : JPEG ou TIFF CCIT groupe IV (format volumineux).

- Ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les formats vidéo ;
- Ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" ;
- Faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse (préconisations : < 500 mégas octets) ;

L'administration se réserve le droit de convertir les formats dans lesquels ont été encodés les fichiers, afin d'assurer leur lisibilité.

Tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'anti-virus, à charge de l'entreprise candidate. Les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité par l'acheteur. Ces offres seront donc réputées n'avoir jamais été reçues et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur pli ou de contacter le support technique de la plateforme de dématérialisation de l'OPPIC, en « dernière minute ».

Les envois seront faits sous la seule responsabilité de l'expéditeur jusqu'à réception et enregistrement par le service destinataire.

En complément de la candidature sur la plateforme PLACE, les candidats pourront éventuellement transmettre une copie de sauvegarde comme mentionné au préambule dans les mêmes délais que la remise de la candidature. L'enveloppe extérieure portera impérativement la mention :

« Construction d'un bâtiment d'exploitation dans le parc de la Villette – marché travaux /AOR– Copie de sauvegarde – **NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER** »

L'enveloppe intérieure contiendra une copie de sauvegarde et indiquera le nom du candidat et le nom de l'opération.

**OPPIC
Département des marchés et des affaires juridiques
30 rue du château des rentiers
CS 61336
75647 Paris cedex 13.**

Ou remis contre récépissé à la même adresse, bureau 358 3^{ème} étage de 9h30 à 12h30 et de 14h30 à 17h 30 du lundi au jeudi et de 9h30 à 12h30 et de 14h30 à 16 heures le vendredi.

L'expéditeur devra tenir compte des délais postaux, la personne publique ne pouvant être tenue pour responsable des problèmes d'acheminement du courrier.

Les envois seront faits sous la seule responsabilité de l'expéditeur jusqu'à réception et enregistrement par le service destinataire.

4.4 Renseignements d'ordre administratif et technique

Pour obtenir des renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient utiles lors de leur étude, les candidats devront faire parvenir, au plus tard **10** jours ouvrés avant les date et heure limites, une demande sur la plateforme PLACE.

PHASE OFFRE (pour les candidats présélectionnés uniquement)

Seuls les candidats présélectionnés au stade candidature sont admis à présenter une offre. La date de remise des offres pour les candidats présélectionnés sera ultérieurement communiquée par courrier d'information sur la plateforme PLACE.

ARTICLE 5 - Présentation des offres

5.1 Projet de marché

Seuls les candidats sélectionnés se verront communiquer le DCE final et seront admis à présenter une offre pour le lot concerné.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

Le dossier à remettre par les candidats comprendra un projet de marché propre au(x) lot(s) pour le(s)quel(s) ils soumissionnent suivant :

- Un acte d'engagement (A.E.) - cadre ci-joint à compléter au format Word.
Seul l'attributaire du lot devra signer son acte d'engagement.

Pour les sous-traitants désignés au marché, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5.2 du C.C.A.P., ils doivent le préciser à l'article 6 de l'acte d'engagement.

- La décomposition du prix global et forfaitaire en euros suivant le cadre imposé.

Les candidats devront effectuer toutes les vérifications et apporter les compléments qu'ils jugeront nécessaires à ce cadre. Le ou les prix proposés devront comporter tout ce qui concerne le complet achèvement des prestations.

- un mémoire méthodologique (ou technique) de 20 pages maximums.

Le mémoire méthodologique devra contenir les éléments suivants :

- a) Moyens et aptitude de l'entreprise développés afin de réaliser les prestations, adéquation des moyens mis en œuvre par rapport à l'opération.
 - Qualification du personnel affecté au chantier, encadrement compris, expérience personnelle, ancienneté dans l'entreprise ;
 - Moyens matériels mis en œuvre sur le chantier avec des spécifications précises ;
- b) Principes d'organisation fonctionnelle du chantier, moyens mis en œuvre pour assurer la sécurité des compagnons, et pour limiter les nuisances des riverains. Pertinence de la méthodologie d'intervention proposée pour assurer les prestations du marché ; compréhension des enjeux du site ;
 - Prise en compte des contraintes relatives aux travaux en site contraint et occupé ;
 - Organisation des études (réalisation des plans d'EXE) ;
 - Plan d'installation de chantier

c) Méthodologie et procédés

- Méthodologies d'exécutions par étapes des travaux
- Fiches techniques des produits proposés : pertinence des produits proposés et adéquation avec les objectifs énoncés par comparaison avec des opérations antérieures similaires ;
- Proposition d'un planning détaillé ; détail prévisionnel de l'effectif par mois en rapport avec ce planning

La remise de ce mémoire est obligatoire. L'offre sera déclarée non conforme en cas d'absence de remise du mémoire.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les informations contenues dans le mémoire constitueront le principal élément d'analyse de la valeur technique des offres dans les conditions fixées à l'article 4.1 du présent Règlement de la Consultation.

Avertissement

Le marché ne pourra être attribué au titulaire provisoire que lorsque celui-ci aura produit à l'acheteur les documents administratifs ci-après (s'il ne les a pas déjà fournis à l'appui de sa candidature), dans un délai de 10 jours francs à compter de la date de la demande de l'acheteur :

- une attestation conforme aux exigences et conditions fixées par le CCAP (article assurances) ;
- afin de démontrer qu'il ne rentre pas dans les interdictions de soumissionner obligatoires et générales listées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique, les documents prévus aux articles R. 2143-5 à R. 2143-10 et R. 2143-16 du Code de la commande publique.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

5.2 CRITÈRES DE JUGEMENT

Le jugement sera effectué dans les conditions prévues à l'article R. 2152-7 du Code de la commande publique.

Concernant les critères permettant de juger de l'offre économiquement la plus avantageuse, il sera tenu compte des critères suivants énoncés ci-dessous avec leur pondération.

La note finale sera exprimée sur 100 points. Les points étant répartis de la façon suivante :

1 – le prix noté sur 40 points (sur 100)

a) – cohérence des éléments constitutifs du prix portés dans la DPGF notée sur 10

Les candidats dont les offres financières seront jugées incohérentes pourront être questionnés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

b) – prix global noté sur 30

L'offre financière conforme la plus basse se verra affecter la note maximale. Les autres propositions seront notées par rapport à cette offre selon la formule suivante :

$$\text{Note} = \frac{\text{Offre entreprise moins-disante} \times 20}{\text{Offre entreprise notée}}$$

2- La valeur technique notée sur 60 points (sur 100) - selon mémoire technique du candidat

- d) - 1er sous critère noté sur 20 : Moyens et aptitude de l'entreprise développés afin de réaliser les prestations, adéquation des moyens mis en œuvre par rapport à l'opération.
 - Qualification du personnel affecté au chantier, encadrement compris, expérience personnelle, ancienneté dans l'entreprise ;
 - Moyens matériels mis en œuvre sur le chantier avec des spécifications précises ;
- e) - 2ème sous-critère noté sur 20 : Principes d'organisation fonctionnelle du chantier, moyens mis en œuvre pour assurer la sécurité des compagnons, et pour limiter les nuisances des riverains. Pertinence de la méthodologie d'intervention proposée pour assurer les prestations du marché ; compréhension des enjeux du site ;
 - Prise en compte des contraintes relatives aux travaux en site contraint et occupé ;
 - Organisation des études (réalisation des plans d'EXE) ;
 - plan d'installation de chantier
- f) - 3ème sous-critère noté sur 20 : Méthodologie et procédés
 - Méthodologies d'exécutions par étapes des travaux
 - Fiches techniques des produits proposés : pertinence des produits proposés et adéquation avec les objectifs énoncés par comparaison avec des opérations antérieures similaires ;
 - Proposition d'un planning détaillé ; détail prévisionnel de l'effectif par mois en rapport avec ce planning

Le mémoire méthodologique n'excèdera pas 20 pages maximum.

Afin qu'une notation homogène des candidats soit possible, les éléments correspondant aux critères et sous critères devront être intégrés dans le cadre de mémoire technique ou méthodologique proposé.

Variantes libres (variante classique à l'initiative du candidat) et variantes imposées (anciennement appelées « options ») :

Les variantes libres et les variantes imposées seront précisées à la phase offre.

Il est rappelé que le choix sur la variante s'effectuera au moment de l'analyse des offres selon l'intérêt technique et financier présenté. Les offres seront jugées en tenant compte de la sélection ou de la non-sélection de la variante.

Le choix éventuel sur les variantes imposées retenues s'effectuera au moment de l'analyse des offres. Celles-ci seront intégrées au marché avant sa notification.

Classement final

L'offre économiquement la plus avantageuse sera déterminée par comparaison des notes finales résultant des notes attribuées à la valeur technique et au prix pondérés des coefficients indiqués.

Examen des offres :

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur l'acte d'engagement prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et les autres montants seront rectifiés en conséquence.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition du prix global et forfaitaire, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix ; en cas de refus, son offre sera éliminée car non cohérente.

Régularisation des offres :

En vertu de l'article R. 2152-2 du Code de la commande publique, la personne publique se réserve la possibilité d'autoriser les candidats à régulariser leurs offres irrégulières dans un délai approprié, dans le cas où les offres n'ont pas été jugées comme anormalement basses.

Lorsqu'elle use de cette faculté, la régularisation des offres n'a pas pour effet de modifier substantiellement les caractéristiques des offres.

A défaut, les offres irrégulières, inappropriées et inacceptables sont éliminées.

5.3 - DELAIS D'EXECUTION

Les stipulations relatives aux délais d'exécution sont fixées dans l'acte d'engagement.

5.4 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à l'article 1 de l'acte d'engagement.

5.5 CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de la présente consultation une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable aux lots n°1 et 4, du présent marché.

Pour l'exécution du marché, l'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place un dispositif d'accompagnement mis en œuvre par

Ensemble Paris Emploi Compétences
209 rue La Fayette
75010 Paris

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

ARTICLE 6 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les offres seront obligatoirement remises par voie électronique sur la plateforme du profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Une assistance en ligne y est accessible.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-avant ne seront pas retenus.

Prérequis : les candidats doivent s'assurer de répondre aux prérequis techniques de la plateforme de dématérialisation susmentionnée.

Le dépôt du pli électronique de réponse à la présente consultation n'est possible que si le candidat s'est inscrit sur la plateforme de l'OPPIC (profil acheteur PLACE), après avoir créé un compte entreprise (renseignements demandés : notamment SIRET, mail, entreprise...). Ce compte pourra servir pour toutes les phases d'échanges avec les candidats.

Les formats de fichiers préconisés sont les suivants : .doc / .rtf / .pdf / .xls ou tableur / image : JPEG ou TIFF CCIT groupe IV (format volumineux).

Ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les formats vidéo ;
- Ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" ;
- Faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse (préconisations : < 500 mégas octets) ;

L'administration se réserve le droit de convertir les formats dans lesquels ont été encodés les fichiers, afin d'assurer leur lisibilité.

Tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'anti-virus, à charge de l'entreprise candidate. Les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité par l'acheteur. Ces offres seront donc réputées n'avoir jamais été reçues et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur pli ou de contacter le support technique de la plateforme de dématérialisation de l'OPPIC, en « dernière minute ».

Les envois seront faits sous la seule responsabilité de l'expéditeur jusqu'à réception et enregistrement par le service destinataire.

En complément de l'offre sur la plateforme PLACE, les candidats pourront éventuellement transmettre une copie de sauvegarde comme mentionné au préambule dans les mêmes délais que la remise de l'offre. L'enveloppe extérieure portera impérativement la mention :

« Construction d'un bâtiment d'exploitation dans le parc de la Villette – marché travaux /AOR- Copie de sauvegarde – **NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER** »

L'enveloppe intérieure contiendra une copie de sauvegarde et indiquera le nom du candidat et le nom de l'opération

**OPPIC
Département des marchés et des affaires juridiques
30 rue du château des rentiers
CS 61336
75647 Paris cedex 13.**

Ou remis contre récépissé à la même adresse, bureau 358 3^{ème} étage de 9h30 à 12h30 et de 14h30 à 17h 30 du lundi au jeudi et de 9h30 à 12h30 et de 14h30 à 16 heures le vendredi.

L'expéditeur devra tenir compte des délais postaux, la personne publique ne pouvant être tenue pour responsable des problèmes d'acheminement du courrier.

Les envois seront faits sous la seule responsabilité de l'expéditeur jusqu'à réception et enregistrement par le service destinataire.

ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

7.1 - MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard **6** jours ouvrés avant la date limite fixée pour la réception des offres des modifications au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

7.2 RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Pour obtenir des renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient utiles lors de leur étude, les candidats devront faire parvenir, au plus tard **10** jours ouvrés avant les date et heure limites, une demande par la plateforme PLACE.

En application de l'article **R. 2132-6 du Code de la commande publique**, les renseignements complémentaires portant sur le cahier des charges seront communiqués par le représentant du pouvoir adjudicateur, via la plateforme de l'OPPIC (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) **6** jours ouvrés au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres.

7.3 VISITE DES LIEUX

La visite des lieux est recommandée dans le cadre de la consultation, et aura lieu à la phase offre. La demande de visite devra être effectuée par e-mail aux adresses suivantes : h.pontaud@oppic.fr et m.arslanyan@oppic.fr.

La date et l'heure de la visite seront indiquées ultérieurement.

Elle aura lieu sur le site :

Cité Administrative / Cité Jardin
rue Edgard Varèse
75019 Paris

Un registre des visites sera tenu par l'OPPIC.

Lors de la visite, le nombre de participants est limité à 2 par entreprise.

En raison du contexte sanitaire, il sera également demandé à ces participants de s'équiper obligatoirement de masques et de respecter les règles de distanciation sociale adéquates.

Vous trouverez de plus amples informations via le lien suivant :

<https://www.iledefrance.ars.sante.fr/coronavirus-covid-19-eviter-la-propagation-du-virus>

